novembre 2021

VENDREDI 19 NOVEMBRE

MOBILISATION NATIONALE DU SECTEUR DE L'ANIMATION

ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE !

Grèves, collectifs, manifestations… Depuis plusieurs mois, des animateur·trices s'organisent pour dénoncer leurs conditions de travail. Si la crise sanitaire a servi de détonateur, la souffrance et la précarité durent, elles, depuis de longues années.
Un mouvement national de grève dans le secteur de l'animation et de l'éducation populaire est organisé pour le 19/11, auquel la CNT-SO appelle à participer.

Mobilisons-nous pour la reconnaissance de nos métiers et savoir-faire !

Nous voulons un vrai statut, plus d'heures, le respect des taux d'encadrement et un vrai salaire pour pouvoir vivre décemment de nos métiers. Nous disons à travers les collectifs et les syndicats que :

• Parce que les métiers de l'animation préparent les acteur·trices de la société de demain…
• Parce que nos métiers sollicitent une palette de compétences professionnelles non reconnues…
• Parce que nous engageons nos responsabilités civiles et pénales sans la reconnaissance qui va avec ; on exige de plus en plus de fournir nos propres assurances civiles…
• Parce que nos contrats de travail, à durée déterminée pour la plupart, nous assignent à une précarité à durée indéterminée…
• Parce que nos revenus ne sont pas à la hauteur des responsabilités que nous portons.
• Parce que nos missions nécessitent : du temps de préparation que nous prenons trop souvent sur nos temps personnels, non comptés dans notre temps de travail effectif et donc non rémunérés, ainsi qu'une documentation pour se former et préparer les actions que nous n'avons à payer de notre poche…
• Parce que nous nous retrouvons quotidiennement seul·es avec plus de 20 enfants sous notre responsabilité, donc en situation illégale…
• Parce que nous sommes contraint·es de subir des temps partiels et de cumuler plusieurs emplois ou de maintenir notre inscription sur la liste des demandeur·euses d'emploi pour pouvoir joindre les deux bouts…
• Parce que nous subissons des amplitudes horaires pouvant aller de 7h à 19h30, parsemées de coupures…
• Parce que les possibilités d'évolution professionnelle sont quasiment inexistantes…
• Parce que les formations professionnelles pour nos métiers sont peu accessibles, onéreuses et peu valorisantes…
• Parce que nous sommes des pions que l'on déplace ou jette incessamment…
• Parce que HEXOPÉE (syndicat employeur) et la loi de transformation de la Fonction Publique, protègent les intérêts de certain·es mais pas les nôtres…
• Parce que nous sommes en première ligne de la covid mais que nous sommes oublié·es et considéré·es comme non essentiels par nos dirigeant·es…
• Parce que nous sommes les invisibles qui contribuons à la construction du monde de demain…

Nous disons STOP !

Nous appelons tous·tes celles et ceux qui, comme nous, considèrent que tout service à la personne est l'affaire de tous·tes, à comprendre nos réalités précaires et à nous soutenir en rejoignant notre lutte.

C'est nous qui travaillons...

...c'est nous qui décidons !

Tous et toutes ensemble, nous revendiquons :

- La valorisation des métiers et la reconnaissance des professionnels.
- La fin des temps partiels subis.
- La mise en place d'un système avec des temps de préparation, des temps de formations et des animations scolaires limitant les coupures.
- Des formations diplômantes prises en charge par les employeurs.
- Des moyens pédagogiques supplémentaires dans de nombreux lieux.
- L'amélioration des conditions de travail et d'emploi, de statut.
- Le respect des normes d'encadrement sur le terrain, avec moins d'enfants par adultes.
- La mise en place d'un service public de l'enfance, de vrais lieux pour l'animation.
- Un système de rémunération plus égalitaire pour un même emploi : travail égal, salaire égal.
- La remise en cause des contrats courts, CDD, interim.
- L'interdiction du CEE dans les entreprises, collectivités locales et grosses associations subventionnées.
- Le paiement des jeunes en stage BAFA.

Dans de nombreux départements, un appel à se rassembler devant la Préfecture le 19 novembre est lancé à travers le réseau France Animation en lutte : voir la page Facebook du collectif.

CNT-Solidarité Ouvrière
4 Rue de la Martinique, 75018 Paris
contact@cnt-so.org
09 87 53 87 56
cnt.so
cntso_fr
www.cnt-so.org